



## **LES RAISONS DE LA COLÈRE**

---

**À la télé, Macron a osé déclarer « qu'il n'y a pas eu l'explosion [de l'épidémie] qui était prévue par tous les modèles ». Quelle impudence ! C'est exactement le contraire qui s'est produit : les prévisions désastreuses des épidémiologistes se sont réalisées quasiment à l'unité près !**

---

Les 250 morts par jour, les pubs vous invitant à vous faire vacciner alors qu'il est impossible pour beaucoup de prendre un rendez-vous faute de vaccins, les tests salivaires promis dans les écoles et qu'on attend toujours dans la plupart d'entre elles, on n'en finirait pas de dresser la liste des mensonges du gouvernement et de ses supporters. Au point que la moutarde vous monte au nez dès que l'un se montre à la télé ou à la radio !

### **Des milliards pour licencier**

Mais les raisons de la colère ne se limitent pas à la pandémie. L'État a distribué des centaines de milliards aux entreprises, pas pour maintenir les emplois mais, au contraire, se préparer à la reprise économique en étant le plus « compétitives » possible – autrement dit en licenciant, en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent.

L'essentiel des 100 milliards du second plan de relance sont allés à des entreprises qui réduisent leurs effectifs : Renault, PSA, Airbus et ses sous-traitants comme Latécoère, Air France, Total, Carrefour, Auchan. Pas de secteurs épargnés : c'est partout l'hémorragie chez les intérimaires, les CDD, qui s'ajoutent aux PSE pour les travailleurs en fixe.

### **Une dégradation continue des conditions de travail**

Les directions de toutes les entreprises répètent comme des perroquets les mêmes « arguments » : « productivité », chasse aux « temps morts », « réorganisation ».

À la SNCF, les conditions de travail continuent de se dégrader et les raisons qui avaient mis les cheminots en grève à l'hiver 2019 pèsent toujours. À la Poste, cela fait des années que la direction réorganise les services,

créant pour les postiers des situations difficiles à tenir pour les moins jeunes tant la charge de travail est alourdie.

Dans les hôpitaux, la pandémie a pris la suite de la lutte des hospitaliers pour faire connaître la situation dramatique de la plupart des services. Mais, contrairement aux promesses, le gouvernement a continué à supprimer des lits, les salaires des soignants sont toujours loin d'atteindre la moyenne européenne et la pression ne fait qu'augmenter, provoquant burnouts et démissions.

Dans l'Éducation nationale, la crise a montré la nécessité d'une embauche massive d'enseignants, de personnel pour encadrer les activités des jeunes, de locaux. Mais rien, au contraire, des suppressions de postes dans les lycées et collèges. Le ministre a même osé « rendre » 200 millions d'euros à Bercy sur le budget 2020 ! Quant aux étudiants, on découvre la misère dans laquelle vivent certains, ce dont la ministre de l'Enseignement supérieur se moque comme d'une guigne, ne se préoccupant que de faire la chasse aux sorcières contre de prétendus « islamo-gauchistes ».

Pour couronner le tout, le gouvernement veut réactiver la réforme de l'assurance-chômage qui fera baisser de près de 20 % les allocations de plus d'un million de chômeurs. Et, pour faire bonne mesure, le gouvernement veut remettre ça sur la réforme des retraites.

### **Une riposte indispensable du monde du travail**

Mais, ça commence à renâcler. Des débrayages dans le secteur pharmaceutique, à la Poste, à la SNCF dans le Nord. Des mobilisations contre les licenciements dans l'automobile. Des profs qui décident à nouveau de prendre en main eux-mêmes le respect de conditions sanitaires qui sont le cadet des soucis du ministère. Des luttes aussi – il y a peu à Total Grandpuits, chez le voyageur TUI, en ce moment même chez les livreurs Uber et autres Deliveroo, chez les intermittents du spectacle.

Signes annonciateurs d'une mobilisation plus générale ? Difficile de le dire aujourd'hui. En tout cas, l'action de tous ceux qui pensent indispensable et urgente une intervention du monde du travail fera tout pour y contribuer.

### **Être ou ne pas être**

Au centre financier, le personnel, pourtant en télétravail une partie du temps, ne bénéficie pas des dispositions de l'accord de 2018. Ceci sans raison valable.

Selon la direction, il ne s'agirait pas vraiment de télétravail, mais de travail « à domicile ». Il s'agit surtout de faire encore des économies sur notre dos.

### **Entretiens : la communication passe mal**

Lors des entretiens, on ne manque pas de nous rappeler qu'un de nos objectifs est l'accessibilité au téléphone. Nous devrions atteindre un taux d'accessibilité de 80 %, et répondre à plus d'appels par heure, quitte pour cela à raccourcir les communications en diminuant notre DMC (Durée moyenne de conversation). Est-ce qu'il faudrait raccrocher au bout des 5 minutes ?

La direction se moque des clients comme du personnel. Mais nous, nous n'avons aucune envie de nous laisser presser comme des citrons.

### **Chère Banque Postale**

Le responsable d'une petite association, qui dispose d'un compte à LBP a écrit à la Presse pour signaler que ses frais trimestriels de tenue de compte étaient passés de 2,60 euros en 2011 à 6 euros en 2014, puis 13,50 euros en 2018, 15 euros en 2019, et 29,40 euros en 2021... Soit plus de 1000 % d'augmentation en dix ans.

La Banque Postale prétend être à la fois « une banque citoyenne » et « une banque comme les autres »... Pour ce qui est de la deuxième définition, il n'y a pas de doute.

### **Chose promise, chose due**

Le gouvernement a annoncé une prime pouvant aller jusqu'à 2 000 euros concernant les « travailleurs de la deuxième ligne ». C'est-à-dire « ceux dont la présence au travail s'est avérée indispensable pour assurer la continuité économique du pays tout au long de la crise ». Aucun doute que les postiers en font partie. Alors, La Poste doit passer à la caisse !

### **Irresponsable**

À Pasteur, on a recensé 10 collègues atteint de Covid sur une cinquantaine de facteurs. La direction n'a pris que des demi-mesures concernant les cas contact, mais pas question pour elle de reconnaître qu'on était en présence d'un cluster et de fermer complètement le centre pendant une semaine.

Notre santé, c'est à nous d'y veiller et d'imposer les mesures nécessaires.

### **Arnaque La Poste**

La prime d'équipe versée aux facteurs et factrices va se retrouver amputée de 9 % pour chaque jour d'absence, si l'on a plus d'une absence ou de plus de trois jours d'absence par semestre.

Cela concerne toutes les absences, quel qu'en soit le motif. Par exemple en cas de maladie, ou si est considérés cas contact. Ces retenues sont inadmissibles !

Ras l'bol d'attendre après ces primes aléatoires qui dépendent du bon vouloir du patron. Exigeons une vraie augmentation de 300 euros minimum, pour tous et tous les mois.

### **Colère générale**

Samedi dernier, 200 postiers ont manifesté à Bordeaux contre les fermetures de bureaux, la sous-traitance aux colis, la précarité à La Poste et les salaires toujours aussi faibles. C'était l'occasion pour des postiers de différents bureaux et activités (distri, guichet, tri, colis) de se retrouver. Cela fait suite au rassemblement du 16 mars à Paris, qui avait lui aussi réuni 250 postiers.

La colère commence à s'exprimer contre la déferlante des réorganisations prévues cette année. Ces initiatives collectives sont à généraliser. C'est tous ensemble que nous pouvons faire reculer La Poste.

### **Nantes : livreurs s'organisent**

À Nantes, les livreurs Uber Eats et Deliveroo se mobilisent contre un arrêté de la mairie PS-Verts-PCF interdisant aux scooters thermiques d'accéder aux voies piétonnes.

Laisser les scooters hors du centre-ville, c'est diminuer le nombre de courses, et donc les recettes. La plupart ne gagnent pas plus de 30 à 40 euros bruts par jour. Avec les remboursements des prêts, les taxes... et les amendes qui pleuvent depuis le nouvel arrêté, il leur est impossible de gagner leur vie.

Les livreurs luttent aussi contre les exploitants des plateformes qui imposent des tarifs au rabais, et répriment les grévistes. Plusieurs journées de grève ont permis la création d'un collectif, dirigé par les livreurs en lutte. Leur détermination pourrait servir d'exemple à d'autres ailleurs en France...

